

La contribution des jeunes à l'alternance politique au Sénégal : Le rôle de Bul faale et de Y'en a marre

Moda Dieng

Département de Science Politique,
Université de Montréal, Canada
Email : moda.dieng@umontreal.ca

Résumé

Ce document est une contribution à l'étude du rôle des jeunes dans les processus de démocratisation en Afrique. Plus spécifiquement, il se borne à analyser l'influence de Bul Faale et de Y'en a marre dans les deux alternances politiques survenues au Sénégal en 2000 et 2012. Ces deux mouvements, issus du hip-hop, ont été au premier plan dans les mobilisations qui ont permis ces changements de majorité au pouvoir. Cela contraste avec la situation de marginalisation politique et économique dans laquelle se trouvent les jeunes.

Mots-clés: Sénégal, jeunes, alternance politique, Bul faale, Y'en a marre

Abstract

This paper is a contribution to the research on the role of youth in the democratization process in Africa. More precisely, its analysis is confined to the influence of Bul Faale and Y'en a marre in political changes that occurred in Senegal, both in 2000 and in 2012. Always originating from hip-hop, these two movements have been at the forefront of mobilizations that sparked changes in the ruling majority. Interestingly, this contrasts with the situation of political and economic marginalization the youth continues to struggle with.

Keywords: Senegal, Youth, Political Change, Bul faale, Y'en a marre

Introduction

Le Sénégal est l'un des pays africains les plus étudiés. Beaucoup de choses ont été dites sur sa stabilité et sa démocratie, soit pour les mettre en évidence, soit pour montrer les limites. En termes de réussites, l'on évoque souvent le fait que le Sénégal n'ait jamais connu de conflit majeur, de coup d'État, de situation d'État en faillite (Stepan, 2012), de clivages sociopolitiques d'ordre religieux (O'Brien, 1992). À cela s'ajoute le fait qu'il soit pionnier en matière de libéralisation politique en Afrique (Coulon, 1992). La jeunesse sénégalaise, à la différence de la majorité des jeunes africains témoins et victimes de

l'expérience des dictatures ou des conflits (Mbembe, 1985), a donc pu évoluer dans un contexte sociopolitique plus favorable. Du point de vue de cet héritage de stabilité et d'ouverture politique, son rôle devient dès lors un sujet d'étude pertinent, d'autant plus que contrairement à ce que l'on pourrait penser, la jeunesse sénégalaise souffre de marginalisation, aussi bien sur le plan économique qu'en matière de représentation politique. D'ailleurs, une documentation importante a tenté de traduire cet état de fait. C'est le cas de la littérature sur les mouvements « élèves et étudiants » (Bathily, 1992 ; Bianchini, 2002 ; Dimé 2014b ; Zeilig, 2004), sur la jeunesse urbaine et ses difficultés (Diouf, 1992 ; 2002 ; Gérard, 1993 ; Bouchard, 2007 ; Dimé, 2007), ou encore sur les générations contestataires imprégnées de hip-hop (Abrahams, 2013 ; Awenengo Dalberto, 2011 ; Thiat, Cissokho, 2012 ; Dimé, 2014a ; Gueye, 2013 ; Haeringer, 2012 ; Havard, 2001 ; 2013 ; Moulard, 2014 ; Ngom, 2012 ; 2013 ; Savané, Sarr, 2012). Le sujet traité de manière assez récurrente dans ces études demeure la jeunesse de la grande métropole dakaroise, appréhendée principalement à travers ses élans de survie et de contestation de l'ordre sociopolitique.

Dans ce document, nous étudions la contribution des jeunes au processus de démocratisation politique au Sénégal. L'angle d'approche privilégié s'insère dans la perspective d'analyse d'un sujet majeur, à savoir le rôle politique d'une jeunesse majoritaire sur le continent ainsi que l'influence qu'elle exerce sur les dirigeants. Le Sénégal compte 12 873 601 habitants, dont 52,7 % âgés de moins de 20 ans (ANSD, 2014, p. 18), et 30 % situés entre 20 et 39 ans (Awenengo Dalberto, 2011, p. 38) ; ce qui cause, comme ailleurs sur le continent, d'énormes pressions et de défis en matière d'emploi, d'éducation et de formation. De prime abord, il convient de préciser que la jeunesse, faite de « réalités sociales et sous-générationnelles variées » (Awenengo Dalberto, 2011), est impossible à saisir de manière univoque (Mbembe, 1985, p. 6). Compte tenu de ces réserves, l'analyse, au lieu d'aborder la jeunesse sénégalaise dans toute sa complexité et son étendue, tente d'en cerner quelques traits saillants à partir de deux mouvements : *Bul faale* et *Y'en a marre*. L'hypothèse de base de notre réflexion repose sur l'idée selon laquelle ce sont les jeunes engagés dans ces mouvements, qui ont été aux avant-postes des événements qui auraient fait et défait le Président Abdoulaye Wade. Arrivé au pouvoir en 2000 grâce à la vague du *Sopi* (changement en wolof) poussée par les jeunes de la génération *Bul faale* (ne t'en fais pas), Abdoulaye Wade a fait face, en 2012, à une forte tendance pour le changement remorquée par le mouvement *Y'en a marre* au cœur de l'imposant élan populaire ayant permis sa défaite électorale et l'élection de Macky Sall. De ce constat, il en ressort un engagement décisif des jeunes dans les deux alternances politiques réalisées jusqu'ici au Sénégal. Dans l'un et l'autre cas, les jeunes se sont projetés au premier plan, en mobilisant des discours percutants ainsi qu'un répertoire d'actions créatives et audacieuses.

Étudier l'issue de l'engagement politique des jeunes et la manière dont celui-ci s'est décliné présente plusieurs intérêts. Les changements de majorité au pouvoir auquel ils ont contribué sont d'une grande portée, quand on sait combien le « contrat social

sénégalais » (O'Brien, 1992) et les réseaux confrériques pèsent sur l'organisation sociale et l'État postcolonial. D'ailleurs, pendant 40 ans, ce système a permis à Léopold Sédar Senghor (1960-1980) et à son successeur Abdou Diouf (1981-2000)¹ de préserver le pouvoir. L'étude du rôle des jeunes et de leurs actions dans la vie démocratique sénégalaise s'avère aussi intéressante, du fait notamment de la dimension historique de leurs apports. La place de celle-ci dans l'analyse a un fondement relativement simple : un État démocratique sans histoire serait un État sans avenir (Rigaudière, 2006, p. 11). Les jeunes, à travers *Bul faale* et *Y'en a marre*, se trouvent au carrefour de la démocratie sénégalaise et de son histoire.

Ces mouvements sont issus d'un domaine d'engagement prisé par les jeunes, à savoir le rap. Celui-ci a permis à une jeunesse en difficulté et tenue à l'écart des débats et des instances de décision économique et politique, de s'exprimer et de s'imposer dans l'espace sociopolitique. Apparu dans les années 1990, *Bul faale* est un mouvement socioculturel qui rejette le fatalisme, une des caractéristiques de l'imaginaire sénégalais, et milite pour l'émancipation, le changement et la rupture par rapport au système de valeurs héritées de l'ancienne génération jugée responsable de la crise (Havard, 2001). Les mêmes tenants ont présidé à la naissance, en 2011, de *Y'en a marre*, qui s'est également appuyé sur la musique rap, érigé en levier de critique sociale et d'actions pour le changement. L'opérationnalisation de telles dynamiques se frotte, inévitablement, à certaines normes traditionnelles sénégalaises comme le *sutura* (discrétion), le *sag* (honneur), le *maslaa* (conciliation). Or, celles-ci vouent un respect fondamental aux plus âgés. Abdoulaye Wade, opposant historique porté à la tête de l'État sénégalais en 2000 à l'âge de 74 ans, a été combattu avec virulence entre 2011 et 2012 par les jeunes de *Y'en a marre*, alors qu'il avait plus de 85 ans. Une autre caractéristique commune aux deux mouvements serait en lien avec le fait que leur engagement ait pris pied dans un contexte particulier, où les préoccupations exprimées dans les revendications sont partagées par une large frange de la population. Cela a sans doute contribué à leur essor. Celui dont bénéficie *Y'en a marre* semble être beaucoup plus fulgurant. En tout cas, aucun mouvement de jeunes sénégalais n'a jamais réussi à gagner autant de popularité et à faire l'objet de curiosité et de débats aussi importants (Dimé, 2014 ; Havard, 2013 ; Gueye, 2013 ; Moulard, 2014 ; Savané, Sarr, 2012 ; Awenengo Dalberto, 2011 ; 2012 ; Thiat, Cissokho 2011 ; Haeringer, 2012).

Dans un premier temps, nous mettons en exergue certaines tendances lourdes qui caractérisent la jeunesse sénégalaise, cela pour en savoir davantage sur les différentes catégories de jeunes, leurs rapports à l'État, aux partis et à la politique. Dans le sillage de cette analyse, l'on verra le rôle de la génération *Bul faale* dans l'avènement de la première alternance politique au Sénégal en 2000. Dans un second temps, il est question des écarts de gouvernance du régime de Wade, lesquels écarts ont favorisé l'émergence de plusieurs mouvements d'opposition dont *Y'en a marre*. Enfin, nous verrons que le

¹ Abdou Diouf a été Premier ministre du Sénégal pendant presque onze ans (26 février 1970 - 31 décembre 1980).

désarroi des jeunes, au lieu d'être un élément démobilisateur, a plutôt servi de leitmotiv au mouvement qui a largement contribué à la défaite électorale de Wade en 2012.

Considérations générales sur la jeunesse sénégalaise

Pour une meilleure compréhension, quelques considérations générales sur la jeunesse sénégalaise s'imposent. En effet, elles servent à retracer le profil de cette jeunesse à travers une typologie voire une classification, laquelle permet de mieux saisir le rôle prégnant de *Bul faale* dans l'alternance politique de 2000.

La jeunesse sénégalaise : Typologies et tendances dominantes

Plusieurs catégories se dégagent de la jeunesse sénégalaise. La catégorisation classique repose sur la distinction entre jeunesse scolarisée et jeunesse non scolarisée. La jeunesse scolarisée regroupe les élèves et les étudiants ainsi que les jeunes qui travaillent ou chôment à l'issue de leurs études ; tandis que la jeunesse non scolarisée englobe les jeunes qui n'ont pas fréquenté l'école. On peut aussi faire une autre catégorisation des jeunes, selon qu'ils se trouvent dans les zones rurales ou dans les villes. La jeunesse urbaine est largement scolarisée et politisée (Gérard, 1993, p. 108). La plupart des jeunes ruraux, eux, vivent temporairement dans les villes, exercent dans le secteur informel à Dakar et habitent principalement dans ses banlieues et quartiers populaires.

Étant donné les difficultés économiques et la mobilité des jeunes, les frontières entre jeunesse urbaine et jeunesse rurale, jeunesse scolarisée et jeunesse non scolarisée deviennent à la fois mouvantes et floues. Même l'informel qui emploie 4,1 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans et 31 % de jeunes situés dans la tranche d'âge 25-35 ans (ANSD, 2013, p. 29), est loin d'être un paramètre de démarcation pertinent. Outre les personnes en provenance des villages et n'ayant aucun niveau d'étude (27,7 %), ce secteur engage en effet un large éventail de Sénégalais scolarisés. Certains ont arrêté leurs études au primaire (28,2 %), d'autres au niveau du secondaire (18 %), d'autres encore ont fait des études supérieures (4,5 %) (ANSD, 2013, p. 21). De même, on y trouve une forte proportion d'urbains dont 19 % de Dakarais et 48,2 % d'entrepreneurs issus des autres villes du Sénégal (ANSD, 2013, p. 22). Notons que des jeunes, qu'ils soient scolarisés ou non, se trouvent également dans les villes dans des métiers divers : mécanique, transport, construction, menuiserie, réparation, restauration, etc. Dans le même temps, d'autres s'adonnent à des activités parallèles, dont la « délinquance de subsistance » (Mbembe, 1985).

De 1960 à la fin des années 1990, c'est la jeunesse scolarisée (élèves et étudiants) qui a été au premier plan dans les luttes syndicales et événements majeurs ayant jalonné l'histoire politique du Sénégal (Bathily, 1992 ; Dimé, 2014b ; Gérard, 1993 ; Zeilig, 2004). Cependant, cette force de mobilisation ne s'est pas traduite en position de pouvoir au sein des partis politiques². Or, il y a un besoin criant de renouvellement générationnel dans la direction de ces organisations, surtout dans un pays qui abrite

² Même si les partis ont souvent des cellules de jeunes.

l'une des classes politiques les plus vieilles du continent (Diouf, 2012), et où on constate une conscience démocratique assez développée chez les jeunes, scolarisés ou non (Sy, 2011, p. 62-63). Comparativement aux profils des jeunes de l'indépendance marqués par les réalités coloniales, la jeunesse sénégalaise des années 1990-2000 qui englobe ceux des mouvements dont il est ici question, semble être moins imprégnée d'idéologies et plus proche de la société. Cette dernière posture mise en exergue par Mamadou Diouf (1992) a été perceptible à travers l'implication des jeunes dans les associations sportives, culturelles et religieuses ; la contestation des pouvoirs publics et l'érection des quartiers comme lieu d'autonomisation et de sociabilité³. En matière de contestation, l'on perçoit que les jeunes ne se distinguent en rien des Occidentaux du même âge qui n'hésitent pas à se mobiliser « pour des enjeux qui leur tiennent à cœur » (Quéniart, Jacques, 2008). Cependant, à la différence de ces derniers peu attirés par le processus électoral (Benett, 1997 ; Galland, Roudet, 2001), la jeunesse sénégalaise semble porter, à certains moments, une attention particulière aux élections présidentielles.

Le rôle décisif de la jeunesse dans l'alternance de 2000

Sous Abdou Diouf (1981-2000), le Sénégal a connu le multipartisme intégral consacré par une prolifération de partis politiques, de nombreux syndicats ainsi qu'une pléthore de mouvements associatifs. Le pays devait également composer avec une crise multiforme⁴. D'ailleurs, c'est dans ce contexte précaire que surgit le phénomène *Bul faale* (qui signifie ne t'en fais pas en wolof), en tant que mode d'expression et de revendication chez les jeunes. Il est issu du mouvement rap⁵ des années 1990⁶, avant d'être popularisé à la fois par Positive Black Saoul (PBS), le premier groupe de rap sénégalais – à travers sa cassette de 1994 qui porte le même nom –, et par des figures emblématiques du hip-hop (Dedier Awadi, Doug E. Tee, Bibson, Xuman, etc.) et de la lutte à l'instar de Mohamed Ndao Tyson. Le mouvement *Bul faale* est avant tout un mode de pensée et d'action célébrant la liberté et l'esprit d'entreprise dans une perspective d'affirmation de soi et de réussite individuelle (Havard, 2001), mais aussi un appel au changement, donc un symbole de la contestation de l'État et des traditions politico-religieuses (Assogba, 2007). L'angle d'approche demeure éminemment politique, puisqu'il s'agit d'aller à l'assaut du régime socialiste au pouvoir depuis l'indépendance du Sénégal, par des critiques stigmatisant l'inefficacité et la mauvaise gouvernance.

Aux yeux de cette jeunesse durement touchée par le spectre du chômage et de la précarité, ce qui importe c'est le changement de régime. Abdou Diouf, candidat du Parti socialiste (PS) à l'élection présidentielle 2000, l'avait bien saisi et avait fait du changement

³ *Le mouvement Set-Setal (propre et rendre propre), par exemple.*

⁴ *Troubles scolaires, violences urbaines, pauvreté galopante, crise des lieux traditionnels de socialisation (famille, école, université) ; autant de phénomènes entraînés ou aggravés par les programmes d'ajustement structurel des années 1980 et la dévaluation du Franc CFA (1994).*

⁵ *Animé par plusieurs groupes, tels que Daara J, Positive Black Saoul, Bibson ak Xuman, Rapadio, Xalima.*

⁶ *Le rap gagne très vite en popularité grâce à l'émergence de radios privées comme Sud FM (1994) et Walf FM (1997).*

son thème de campagne, à travers des slogans comme « Ensemble, changeons le Sénégal », « Le siècle change, signé Abdou Diouf », etc. Or, les jeunes avaient bien compris que le changement n'était pas son atout, d'où les corrections apportées aux affiches : sur « Ensemble, changeons le Sénégal », il est réécrit « l'alternance ou la mort » ; « Le siècle change, signé Abdou Diouf » devient « Le siècle change, sans Abdou Diouf ». Le choix du changement comme thème de campagne a été perçu comme une usurpation, notamment par les jeunes pour qui Abdoulaye Wade, le leader du Parti démocratique sénégalais (PDS), incarne le véritable changement (le « Pape du changement »).

En campagne électorale, celui-ci avait l'habitude de demander aux jeunes : « Que ceux qui n'ont pas de travail lèvent la main ». Servie avec un succès retentissant à chaque occasion, cette phrase était une forme de diatribe (contre le candidat sortant), accompagnée de promesses sur l'emploi, la justice sociale et la lutte contre la corruption, lesquelles promesses nourrissent l'espoir de lendemains meilleurs chez les jeunes. Cela arrivait à point nommé, puisque dans le répertoire d'action de *Bul faale* figurait, outre les contestations, l'engagement citoyen ainsi que le vote comme prise de parole politique. La force de l'engagement des jeunes pour le compte du Sopi, « signe de ralliement de tous les mécontents » (Coulon, 1992, p. 4), a été de créer un climat de fin de partie pour le régime socialiste alors « à bout de souffle » (Dahou, Foucher, 2004). En ce qui concerne l'expression citoyenne, on peut noter le fait que des rappers et des étudiants aient sillonné Dakar et le reste du pays en caravane pour pousser le monde rural à rallier le Sopi et pour encourager la participation électorale des jeunes : inscription, votes, surveillance et vigilance le jour du scrutin. Au sujet du vote, l'enjeu s'avérait hautement important, d'autant plus que la majorité électorale est passée de 21 à 18 ans⁷, un changement obtenu en 1993 grâce au combat mené par l'opposition dirigée par Abdoulaye Wade. Ainsi, beaucoup de jeunes ont pu s'inscrire sur les listes électorales en 2000 : sur les 2 618 176 électeurs, 1 127 100 avaient entre 18 et 35 ans, soit 43 % des inscrits (Zeilig, 2004).

Déjà affaibli par la perte de son électorat traditionnel et le départ de certains leaders populaires du Parti socialiste⁸, Abdou Diouf finit par perdre les élections au deuxième tour, le 19 mars 2000, au profit d'Abdoulaye Wade (58,5 % des voix) alors âgé de 74 ans. En joignant l'acte de vote à un certain nombre de postures comme la contestation de l'ordre sociopolitique, l'appel à la rupture, l'effort de sensibilisation et de veille pour un scrutin transparent, les jeunes deviennent ainsi les principaux artisans de la première alternance survenue au Sénégal. Ils ont donc voté pour Wade ou appelé à voter pour lui, non pas pour la personnalité du candidat ou pour son programme, mais pour en finir avec le parti socialiste au pouvoir depuis 40 ans.

Ce qui semble paradoxale, c'est la réélection d'Abdoulaye Wade en 2007, malgré une situation économique difficile. Toutefois, il n'a jamais été prouvé que les rappers et les

7 À la suite d'une modification du code électoral intervenue le 7 février 1992. République du Sénégal, Code électoral, Loi n° 92-16 du 16 février 1992.

8 Dont Moustapha Niasse et Djibo Leity Kâ.

vedettes du hip-hop aient quelque chose à voir avec sa victoire. Tel que rapporté par le documentaire *African Underground : Democracy in Dakar* (2007), certains d'entre eux ont même vainement utilisé la musique pour empêcher sa réélection⁹. D'autres, sous l'influence de l'argent offert par le régime, ont pu voter pour Wade, contribuant ainsi à sa reconduction dès le premier tour avec 55,9 % des voix. Deux ans après, soit le 22 mars 2009, il perd les élections législatives à Dakar et dans la plupart des grandes villes du pays. Cette fois-ci, cela ne fait aucun doute, les jeunes ne se sont pas mobilisés à ses côtés (Awenengo Dalberto, 2011), certains lui ont même opposé des réactions hostiles durant la campagne électorale¹⁰.

L'apparition de *Y'en a marre* dans un contexte d'indignation

En 2000, après 40 ans de régime socialiste, Abdoulaye Wade est élu président de la République du Sénégal pour un mandat de sept ans, c'était le premier changement de majorité dans ce pays. Mais il n'a pas su répondre aux attentes de la population, surtout des jeunes qui ont été au cœur de sa campagne électorale et largement contribué à sa victoire. Au contraire, sa présidence a favorisé un climat d'indignation et l'émergence de plusieurs mouvements parmi lesquels se trouve *Y'en a marre*.

Un contexte d'indignation généralisée

En 2000, Abdoulaye Wade fraîchement arrivé au pouvoir se trouvait face à de fortes attentes de la société sénégalaise. Quelques années après, les conditions économiques ne se sont pas améliorées. Dans le même temps, les acquis démocratiques semblaient être foulés aux pieds. Ce constat a longuement été mis en exergue par des observateurs de la vie politique sénégalaise. Certains d'entre eux se sont attelés à alerter l'opinion publique sur des faits spécifiques comme la violence¹¹ (Havard, 2004 ; Coulibaly, 2011), les scandales politico-financiers (Diop, 2007 ; Coulibaly, 2009 ; Gaye, 2010 ; Kitane, 2010), ou encore la remise en question d'un grand nombre de traditions soigneusement entretenues au Sénégal, comme la laïcité et le respect des autorités religieuses (Kane, 2001 ; Stepan, 2012). C'est à croire que l'État sénégalais a été « poussé dans l'abîme des mœurs » (Gellar, 2005) ; d'où sa présentation comme une « République abîmée » (Coulibaly, 2011) dont il fallait rétablir l'honneur, à commencer par la lutte contre la « crise des valeurs et des institutions » (Mendy, 2012).

Concrètement, la révolte s'est déclinée dans des formes inédites : immolations par le feu, contestations de rue dans les petites villes du pays, manifestations contre les violences

9 *African Underground : Democracy in Dakar*, documentaire produit par Nomadic Wax, réalisé par Ben Herson et Magee McIvaine.

10 Ports de brassards rouges en signe de mécontentement, brûlages de pneus, huées, jets de pierres, etc.

11 Censure, dérives policières, arrestations arbitraires, intimidations anonymes et menaces de morts, agressions physiques contre des acteurs politiques et des journalistes, etc.

politiques, marche de journalistes contre l'impunité et les agressions, révoltes de jeunes « marchands ambulants », marches et protestations d'imams contre la vie chère et les coupures d'électricité, *Barca wala Barsaq* (Barcelone ou la mort), organisation des assises nationales. Le mécontentement pouvait se lire, par ailleurs, à travers l'apparition de multiples organisations civiques et politiques aux titres pour le moins évocateurs, comme *Dafa doy* (ça suffit), *Luy jot jotna* (il est temps), *Taxaw temm* (debout de manière décidée), *Y'en a marre*, autant d'intitulés qui traduisent le rejet dans lequel se trouvait le pouvoir en place. À commencer par *dafa doy*, l'expression est souvent utilisée quand on est excédé par le comportement ou le discours d'un individu, à qui on intime l'ordre d'arrêter. C'est dire à quel point la société en avait marre du « système Wade » et de ses dérives ; d'où l'alerte à l'opinion publique nationale sur la nécessité de s'en départir, en restant debout de manière déterminée (*Taxaw temm*) pendant qu'il était encore temps (*Luy jot jotna*). De ce point de vue, *Y'en a marre* n'a pas été le premier à appeler les Sénégalais à se séparer d'Abdoulaye Wade, puisque chacune de ces organisations, en s'insurgeant contre le régime politique, prétendait représenter *askan wi* (le peuple) et en être son *kàddu* (porte-voix).

Entre 2000 et début 2012, il y a donc eu un divorce entre le régime d'Abdoulaye Wade et une bonne partie de la population sénégalaise. L'opposition la plus radicale provenait des jeunes, la catégorie sociale la plus touchée par le chômage et la précarité. Entre 2001 et 2005, la part d'inactivité chez les jeunes passe de 32 % à 35 % (Perspectives économiques, 2012). En 2008, le taux de chômage global était estimé à 48 %, dont 60 % de jeunes âgés de moins de 35 ans (YEN-IYF, 2009). Les multiples projets mis en œuvre pour résorber le chômage et le sous-emploi des jeunes¹² ont été sans succès face aux 100 000 nouveaux diplômés qui arrivent chaque année dans le marché de l'emploi (YEP, 2010, p. 11). Pour les chômeurs, d'autres voies comme le secteur informel, l'émigration clandestine désespérément tournée vers *Barca wala Barsaq* (Barcelone ou la mort), la lutte, la musique et la danse, s'imposent. Ces différents champs de prédilection peuvent être considérés comme autant de modes de survie et de résistance face aux difficultés en matière d'emploi, de formation, etc. Ce qui est intéressant à relever, ce sont les capacités protestataires des jeunes qui, au lieu d'être écrasées sous le poids des problèmes quotidiens, se renforcent, notamment dans la grande banlieue de Dakar (Havard, 2001)¹³ d'où est issu le mouvement *Y'en a marre*.

L'émergence du mouvement Y'en a marre

Le mouvement *Y'en a marre* est formé entre le 15 et le 16 janvier 2011 aux parcelles

12 Agence d'exécution des travaux d'intérêt public (AGETIP), Fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ), Plan d'action national pour l'emploi des jeunes (PANEJ), Office pour l'emploi des jeunes de la banlieue (OFEJ/BAN), Retour vers l'agriculture (REVA), Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), Haut Conseil de l'emploi et de la formation.

13 Fort taux d'analphabétisme, inflation, manque d'eau, dégradation des infrastructures routières, pauvreté, sous-emploi, chômage, inégalités, insécurité, inondation, insalubrité, délestages, etc.

assainies (Unité 160), un quartier de la banlieue de Dakar par cinq jeunes : Fadel Barro, Cheikh Omar Cyril Touré plus connu sous le nom de Thiat (le dernier de la famille), Mbessane Seck alias Kilifeu (le sage), Simon et Alioune Sané. La plupart d'entre eux sont des rappers. Thiat et Kilifeu font partie du groupe de rap *Keur Gui* (la maison), tandis que Fadel Barro (coordonnateur du mouvement) et Alioune Sané sont journalistes. Ils seront rejoints par Malal Talla (surnommé Fou malade) du groupe *Bat'haillon Blin-D* et d'autres rappers. Les fondateurs du mouvement ont tous fait des études, certains ayant même été à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Grâce à cette convergence de profils de rappers et de journalistes, spécialistes du jugement critique sur l'actualité, *Y'en a marre* bénéficie d'une grande maîtrise de la rhétorique, du témoignage et de la mobilisation, combinant à la fois l'imagination artistique, l'esprit critique et l'art de communiquer dans les médias et les réseaux sociaux. Un tel leadership explique sans doute l'habileté avec laquelle il a déployé et coordonné ses ressources et ses actions, avec des routines organisationnelles dont *Bul faale* était dépourvu, mais encore moins rodées comparativement aux formations politiques et aux syndicats qui ont une expérience reconnue dans ce domaine.

À l'origine, le mouvement est une histoire de copains (savané, Sarr, 2012) qui, au cours d'une discussion sur les difficultés de la société sénégalaise, décident de rompre avec le fatalisme et l'inaction. Selon Fadel Barro, son coordonnateur et journaliste à *La Gazette* :

« À l'époque, la vie au Sénégal était rythmée par des coupures intempestives d'électricité, des scandales financiers à coups de milliards, une injustice sociale extraordinaire, l'arrogance du régime de Abdoulaye Wade dont le système et ses hommes affichaient une indifférence face aux souffrances de la population. À l'époque, on s'était senti abandonné en tant que citoyens sénégalais. Abandonnés par les élites politiques, syndicales, maraboutiques... Il n'y avait quasiment personne pour se faire l'écho sonore de nos frustrations et de nos préoccupations. Autour de ces réflexions et discussions, on a décidé une nuit de mettre sur pied un mouvement qui s'appelle 'Y'en a marre' »¹⁴.

La création de *Y'en a marre* n'était pas sans lien avec l'actualité internationale de l'époque, puisqu'elle est intervenue deux jours après la fuite du Président Zine El-Abidine Ben Ali en Arabie Saoudite (14 janvier 2011), dans le sillage de la révolution tunisienne. Ses membres fondateurs ont sans doute été influencés par ce qui se passait en Tunisie et en Égypte. Le type de contestation mené par *Y'en a marre* contribue sans doute au renouvellement des modes d'action collective, rendu favorable par la spécificité de l'espace urbain qui, à la différence du milieu rural, constitue un véritable théâtre d'expression de l'imagination créative des jeunes (Gawa, 2014). Au début du mois de mars 2011, le mouvement a commencé à faire circuler la pétition ci-dessous intitulée « Les mille plainte contre le gouvernement du Sénégal », et qui a reçu des centaines de milliers de signatures.

14 Voir, Fadel Barro, dans un entretien avec le journal burkinabé, *Lefaso.net*, 6 juillet 2012. Consulté sur Internet (<http://www.lefaso.net/spip.php?article48994>) le 12 janvier 2015.

Questionnaire devant être rempli par toute personne souhaitant s'engager dans le mouvement Y'en a marre

Prénom/Nom.....

Adresse.....

Activité.....

Y'EN A MARRE

OBJET : Plainte contre le gouvernement du Sénégal

Je suis citoyen, je perds des journées de travail, je dors dans le noir à cause des délestages

Pourtant, je paie ma facture

Je suis malade, je n'ai pas accès aux soins élémentaires

Pourtant, c'est mon droit

Je suis père de famille, mon salaire ne couvre plus les besoins élémentaires de mon foyer

Je suis mère de famille, mon panier est dégarni

Pourtant, on m'a fait rêver 2000

Je suis élève, ma scolarité est compromise

J'ai mon bac, je ne suis pas orienté, je suis étudiant, je n'ai pas de bourse

Je suis enseignant, je peine à percevoir mon maigre salaire

Je me demande où sont passés les 40 % du budget de l'éducation nationale ?

Je suis paysan, j'ai cru à la GOANA et au REVA

Pourtant, je n'ai plus de semences, je ne vends plus ma récolte et on me doit 22 milliards

Ils m'ont promu une maison à Jaxaay, et pour ça, ils ont reporté les élections en 2007

Et jusqu'à présent, ma famille vit l'enfer des inondations

Je suis marchand ambulant, je suis traqué de partout

Pourtant, je veux juste un espace où gagner ma vie.

Depuis plus d'une décennie, le gouvernement de mon pays se montre incapable de satisfaire mes besoins vitaux. Subjugué qu'il est par la demande sociale, je dis Y'EN A MARRE ! Et je compte, par cette présente, faire valoir mes droits en exigeant que la justice me soit rendue. Je porte plainte pour flétrir le train de vie dispendieux du Gouvernement du Sénégal. Pour dénoncer l'hypocrisie et la cupidité de ces autorités qui ont trompé le peuple, conquis le pouvoir pour en faire un instrument de propagande personnelle.

Je porte plainte pour dire halte à la corruption, à la démagogie, à la supercherie politique et pour revendiquer le droit à une existence juste plus décente et plus humaine.

Signature

Le mouvement *Y'en a marre* s'est illustré dans la contestation, sûrement en raison de sa capacité à exprimer explicitement les difficultés que vit la majorité des Sénégalais. Pour ces derniers, cela voulait dire aussi que quelque chose avait changé : ne plus continuer à endurer les épreuves et à réprimer la colère, seulement parce que l'harmonie et la paix sociale sont à préserver. Cela est particulièrement mis en évidence, nous semble-t-il, par le Collectif des Imams et résidents de Guédiawaye et de la banlieue, apparu en 2008, dans le quartier dont il porte le nom. D'habitude, dans des situations de crise, les Imams se positionnent en régulateurs par des appels au calme, en accord avec l'interprétation de la religion qu'ils représentent (l'islam) et qui incite plus souvent à accepter bien des choses, même les plus insupportables, au nom de Dieu. Or, face à la vie chère et aux coupures d'électricité récurrentes, les Imams ont été les premiers à dire non dans la rue et à mettre en garde le régime, avec leur banderole phare : « *Góor gui*¹⁵ faut pas déconner, sinon on va déconner ». Le paradoxe à souligner réside dans le calme de la vie politique sénégalaise pendant presque dix ans, malgré les difficultés économiques persistantes. C'est seulement en juin 2011 que le calme sera rompu par le projet de modification constitutionnelle proposant d'élire conjointement le président de la République et son vice-président avec 25 % des suffrages exprimés.

De la crise préélectorale à l'alternance de 2012 : le rôle de *Y'en a marre*

Les élections présidentielles ont souvent été des périodes de tensions. Celle de 2012 a été marquée par la crise préélectorale liée au projet de modification constitutionnelle, puis à la candidature du Président Abdoulaye Wade. Dans l'un et l'autre cas, tout comme dans le processus électoral, *Y'en a marre* a joué un rôle déterminant.

L'opposition de Y'en a marre au « ticket présidentiel »

Beaucoup de Sénégalais voyaient dans le projet de réforme de 2011 appelé aussi « ticket présidentiel » une confirmation de l'intention longtemps prêtée à Abdoulaye Wade de hisser son fils, Karim Wade, au sommet du pouvoir de l'État. Des voix s'élèvent de partout pour dénoncer une tentative de « succession monarchique ». Le 23 juin, jour où le projet devait être soumis à l'Assemblée nationale, des jeunes de *Y'en a marre* ont décidé de se retrouver dans la rue pour manifester leur opposition. D'autres forces issues de mouvements citoyens, des syndicats, des partis politiques d'opposition, etc., sont venues s'y greffer. Sur les pancartes dressées ici et là à la Place Soweto (devant l'Assemblée nationale), on pouvait lire : « Touche pas à ma Constitution », « Halte à la monarchisation de l'État », « Démocratie en danger », « Wade dégage ». L'ampleur de la mobilisation des jeunes a été sans précédent.

En effet, jamais on n'avait vu s'exprimer autant de détermination chez les jeunes (Gueye, 2013, p. 28), qui ont « déserté les amphithéâtres, boycottés le rituel des trois normaux,

¹⁵ Ou le vieux, surnom donné à Abdoulaye Wade.

ignoré les chemins qui mènent au stade et aux arènes de lutte pour s'approprier une passion qui frise l'irrationnel le mot d'ordre 'Touche pas à ma Constitution' » (Sy, 2012, p. 25). Comme pour dire que dorénavant, « quand on refuse on dit non » (Kourouma, 2004), avec un « non » catégorique. Le mouvement *Y'en a marre* a joué un rôle de premier plan dans cette dynamique de refus, qui se réalise dans un contexte international où les mouvements d'indignation ont fait de l'occupation de la rue et des lieux symboliques une pratique courante. Dans le contexte sénégalais, ce mode d'action semblait plus efficace, eu égard aux habitudes du régime de Wade. À un moment donné, celui-ci estimait qu'il n'avait plus d'opposant significatif, tellement ses projets et ses initiatives aboutissaient sans encombre. En tout cas, « l'opposition républicaine » privilégiée par les formations politiques a été sans succès face aux nombreuses modifications constitutionnelles¹⁶.

Jusqu'à la veille de l'exposition du projet de loi sur le « ticket présidentiel » à l'Assemblée nationale sénégalaise le 23 juin 2011, les leaders de la société civile et de l'opposition politique, fidèles à leur ligne de conduite, en étaient encore au stade des analyses et des discours. Il aura donc fallu l'impatience et l'engagement physique des jeunes de *Y'en a marre* pour précipiter la descente dans la rue. Sans avoir la prétention de refaire l'histoire, on peut supposer que sans la pression de la rue, le projet aurait abouti et qu'on aurait, peut-être, jamais vu apparaître le mouvement du 23 juin ou M23 (regroupant *Y'en a marre*, les partis politiques d'opposition et des organisations de la société civile). Si ces deux dernières composantes ainsi que d'autres jeunes n'étaient pas intervenus, *Y'en a marre* n'aurait sans doute pas la réputation qu'il a eue. Le succès des manifestations du 23 juin a certainement donné au mouvement la force et la confiance qui lui ont permis de se mobiliser par la suite contre la candidature de Wade.

L'opposition à la candidature d'Abdoulaye Wade

Une des forces de *Y'en a marre* réside dans sa capacité à trouver les formules et les mots qui traduisent justement les problèmes auxquels les Sénégalais doivent faire face. L'usage du français et du wolof dans le rap, le principal vecteur de sensibilisation, permet aux jeunes, qu'ils soient chômeurs, ouvriers, mécaniciens, marchands ambulants, élèves, étudiants, entre autres, de saisir le contenu des messages. Un autre facteur de cohérence réside dans l'action :

« Traduire les paroles en actes à travers la création d'un mouvement permet d'arrondir les angles, d'évacuer les clivages liés aux goûts et aux couleurs pour ne plus laisser que le message. Toutes les tranches d'âge peuvent se retrouver si le discours est cohérent, si le discours est le discours du peuple » (Thiat, Cissokho, 2011).

¹⁶ Rétablissement du Sénat et du Conseil économique et social en 2007, retour du septennat en 2008, création du poste de vice-président en 2009, etc.

Le mouvement *Y'en a marre* se situe même au-delà du récit, du témoignage et du cadre strictement politique, étant entendu qu'il appelle à la réforme des méthodes et comportements *via* le concept de Nouveau type de Sénégalais (NTS). Dans cette perspective, chaque citoyen est invité à incarner le NTS, en étant actif, respectueux des règles, des lois et de la chose publique, artisan de son propre destin de manière légale et contributeur responsable à un Sénégal meilleurs.

Ce que le mouvement semble réussir le mieux, c'est surtout l'érection du discours en mots d'ordre. En effet, l'engagement à travers le rap permet de voir que les textes peuvent être puissants pour impulser des réactions vives, comme la mobilisation contre la décision du président de briguer un troisième mandat en 2012. Dans cette perspective, la dissidence la plus radicale a été menée par *Y'en a marre*, à travers son single « Faux ! Pas forcé ! » :

*« Abdoulaye, il faut pas forcer
Au nom du ciel ! Faut pas forcer !
Abdoulaye, en homme d'honneur !
Au nom du ciel ! Faut pas forcer !
Si de longues oreilles permettaient de mieux entendre
l'âne ne se ferait jamais battre
Ce que tu as détruit ici le singe ne l'a fait dans la forêt,
avoue que t'en peux plus
Abdoulaye ! Notre destin n'est pas entre tes mains, t'es
rien
On s'en fout de toi et des tiens
Abdoulaye ! Faut pas forcer !
Jongler avec la charte de notre patrie mère
Nous ne te laisserons pas faire Nous avons affaire à un
vieux menteur, tes erreurs, nous te les ferons avaler... »
(Y'en a marre Production ; Simon, Xuman, Kilifeu,
Faux ! Pas Forcé).*

Au-delà de la détermination, la forme et le contenu de cet extrait semblent introduire une rupture. L'on sait que cela ne fait pas partie de la société sénégalaise gérontocratique, où l'ainesse représente une institution qui incarne l'autorité conférée par l'avantage lié à l'âge (Meillassoux 1994, p. 52), de manquer de respect aux adultes ; c'est une des composantes du « rituel de respect et de tolérance » dont parle Stepan (2012, p. 379). Le discours d'affront de *Y'en a marre* contre la candidature de Wade qu'il considère comme un faux pas qu'il ne faut pas forcer s'éloigne de l'esprit du nouveau type de Sénégalais respectueux des lois et des règles que le mouvement encourage. De plus, cela va à l'encontre du contrat générationnel tacite précédemment évoqué, d'autant plus qu'Abdoulaye, âgé de plus de 85 ans, semblait représenter une autorité double, en rapport avec les valeurs traditionnelles et son statut de président de la République. Après

la validation de la candidature de ce dernier par le Conseil constitutionnel en janvier 2012, *Y'en a marre* change d'objectif de lutte, et s'engage pour la défaite électorale du candidat sortant.

Le rap au secours du processus électoral

Dans son versant critique, tout comme dans le registre d'opérationnalisation des discours en plan d'action politique, le rap, tel qu'il est pratiqué par les jeunes, se distingue du *mbalax*, le genre musical le plus populaire au Sénégal. Celui-ci comprend des chansons d'amour, de sensibilisation, de louanges visant à s'attirer les faveurs de personnalités, mais aussi de paroles engagées. Mais la critique demeure ici assez marginale et ne hausse nullement le ton, comme cela se passe du côté des rappeurs de *Y'en a marre* dont l'approche rejoint le *zouglou* ivoirien, notamment sur le terrain du rejet des politiques et de leurs pratiques¹⁷. En revanche, le rap exprimé par cette catégorie de jeunes s'éloigne d'un type de musique très populaire, à savoir le *coupé décalé*. Celui-ci met sur piédestal le port vestimentaire et la possession matérielle (Gawa, 2014), une tendance d'apparence et une extravagance esthétique sublimées chez les jeunes ivoiriens dans un contexte de crise économique. Difficile à suivre pour la majorité d'entre eux, elle a pour conséquence de favoriser le recours à un ensemble de stratagèmes, ce qui vaut de penser que la fin justifie les moyens.

Les rappeurs de *Y'en a marre* s'inscrivent dans une perspective différente, dans la mesure où ils cherchent à impulser des changements politiques importants, et même fondamentaux en lien avec le NTS. Par conséquent, aucune autorité, aucun lieu de socialisation ne semblent épargnés par la contestation, mais le mouvement s'insurge particulièrement contre l'instrumentalisation des électeurs et le *ndigël* (consigne de vote) que certains marabouts avaient l'habitude de donner à leurs disciples (citoyens). Dans son engagement contre l'utilisation des électeurs, le mouvement a fait preuve d'une publicité médiatique retentissante, avec des titres comme *Daas fanaanal* (se prémunir) et *Doggali* (achever un agonisant). Lancée à la fin du mois de mars 2011, l'opération *Daas fanaanal* ou « ma carte mon arme » mettait en exergue le sens et la portée de la carte d'électeur. À l'aide de « visites de proximité » (rencontres, porte-à-porte) et de « concerts pédagogiques », le mouvement a invité les Sénégalais, les jeunes en particulier, à sortir de l'indifférence et à faire usage de manière consciente de l'arme dont ils disposent, c'est-à-dire le vote. Ainsi, pendant que certains partis politiques parcouraient le pays en caravane de campagnes électorales, des *Y'en a maristes* sillonnaient également le « Sénégal profond » à la rencontre des jeunes, pour les pousser à s'inscrire, à aller voter et à faire triompher la « souveraineté populaire ». Ainsi, des milliers de Sénégalais ont pu s'inscrire sur les listes électorales (Gueye, 2013). Au premier tour du scrutin présidentiel du 26 février 2012, Abdoulaye Wade, candidat sortant, a obtenu 34,81 % des voix, suivi de Macky Sall (26,58 %).

¹⁷ Enrichissements illicites, gaspillages, clientélisme, etc.

L'entre-deux tours de l'élection présidentielle 2012 a été marqué par la chanson *Doggali* (achever un agonisant, un animal la plupart du temps), un programme de sensibilisation sur la nécessité de finir le travail commencé au premier tour : « Le plan doggali est une continuité, une suite logique dans notre lutte. On a dit aux jeunes allez-vous inscrire sur les listes électorales. Ensuite, on leur a dit, allez récupérer vos cartes. Les cartes ont servi dans un premier temps, mais dans l'arène si tu combats un adversaire et qu'il est presque à terre ; il faut l'achever »¹⁸. Concrètement, cela consistait à convaincre les citoyens à ne pas céder leurs cartes d'électeurs, avec un répertoire assez large de slogans : *jaay sa carte = jaay sa ngor* (vendre sa carte = vendre sa dignité), « ma carte ne se vend pas parce qu'elle est ma voix », « ma voix n'est pas à vendre », « non à l'achat de conscience », « il faut rester fiers et dignes ». L'entreprise a été payante, puisque le taux de participation a augmenté, passé de 51,58 % au premier tour à 55 % au second tour, à l'issue duquel Macky Sall¹⁹, remporte l'élection avec 65,80 % des voix contre 34,20 % pour Abdoulaye Wade.

Y'en a marre s'est présenté comme un mouvement pacifique. De ce fait, il se démarque des organisations « élèves et étudiantes » dont le mode d'expression privilégié est la violence (Gérard, 1993). Pourtant, les titres de chanson comme *Daas fanaanal* et *Doggali* laissent transparaître une certaine violence. Pour vulgariser la nécessité de se départir du régime d'Abdoulaye Wade de manière sûre, le mouvement n'a donc pas hésité à s'appuyer sur ce qu'elle prétend rejeter – une violence certes verbale, mais qui tranche à la fois avec le pacifisme revendiqué et le contrat générationnel évoqué précédemment.

Par rapport aux autorités religieuses, la posture de défiance de *Y'en a marre* se manifeste à travers le rejet du *ndigël* politique. Le Nouveau type de sénégalais visé par le mouvement suppose une transformation des relations entre le marabout et ses *taalibe* ou disciples. Il faut préciser toutefois que le *ndigël* avait déjà commencé à s'effiloche. Pour rappel, en 2000, les consignes de vote données par certains marabouts (Cheikh Modou Kara Mbacké et Serigne Mansour Sy de la confrérie tidjane) n'avaient pas été respectées. Cette ligne de fracture que l'on considère comme le début du « désengagement de la population par rapport au *ndigël* » (Diop et al., 2000) semble se confirmer. En 2012, aucune des grandes familles religieuses (mouride et tidjane) n'ayant fait valoir de consignes de vote. Les deux qui se sont essayés, Cheikh ndigël Fall²⁰ et Cheikh Béthio Thioune, leader des thiantacoune – un groupe affilié à la confrérie mouride – pour le compte du candidat sortant ont été ignorés. Globalement, l'on constate que les disciples, bien qu'ils tiennent les marabouts en haute estime, notamment dans des domaines autre que politiques, préfèrent tourner le dos aux consignes au profit de l'affirmation citoyenne.

Dans le mode d'engagement des jeunes, il serait également intéressant de considérer la contribution de l'humour et des réseaux sociaux. En contexte de campagnes électorales, l'humour peut passer par les retouches apportées aux affiches des candidats aux élections,

¹⁸ *Thiat*, lors d'une conférence de presse au quartier général de *Y'en a marre*, le 1er mars 2012.

¹⁹ Il a été soutenu par les douze candidats malheureux, l'équipe dirigeante des Assises nationales et par le célèbre chanteur Youssou Ndour.

²⁰ Petit-fils de Cheikh Ibrahim Fall, serviteur d'Ahmadou Bamba Mbacké, fondateur du mouridisme.

et vise la démythification de ces derniers et la transformation des symboles de l'autorité. À cela s'ajoute une forte tendance à se réappropriier les gaffes et les dérives des détenteurs du pouvoir pour se moquer d'eux d'un humour que l'on peut qualifier de « citoyen ». Les rappeurs, mais aussi une grande partie de la jeunesse sénégalaise, demeurent parties prenantes de ces courants de dérision. Mais de tels ne sont pas spécifiques au Sénégal, puisqu'on les retrouve dans d'autres pays africains. Dans « Jeu de mots, jeu de vilains : Lexique de la dérision politique au Togo », Comi Toulabor (1981) montre comment la dérision politique a été mise à profit à l'époque de Gnassingbé Eyadema, notamment par les Evé, l'ethnie majoritaire, qui en avait fait un instrument de contestation sociale pour amortir le discours du régime devenu dominant et écrasant. La dérision est diffuse dans l'espace social, mais son développement se fait dans les grandes villes et chez les jeunes, ce qui montre encore l'expression créative qui se réalise en milieu urbain.

À la suite de « Monsieur 15 % », Karim Wade, alors ministre de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures et de l'Énergie, portera ironiquement le surnom de « ministre du ciel et de la terre ». De même, les jeunes faisaient référence aux « 3T » pour parler de son père qui s'était illustré à la télévision et dans les voyages (*tukki* en wolof), notamment à Touba²¹. Le 14 juillet 2011, lors d'une rencontre tenue à l'Hôtel des Almadies en présence d'élus de son parti, le PDS, le Président Abdoulaye Wade a voulu mettre fin aux supputations au sujet de sa promesse de ne pas briguer un troisième mandat, en concluant par « *ma waxone, waxeet* » (je l'avais dit, je me dédis)²². L'expression sera la formule la plus célèbre dans les six mois qui ont précédé le scrutin présidentiel de 2012. Pour désigner le Président, l'on utilisait également « Wade, *wax waxeet* » (Wade, celui qui dit et se dédit) ou WWW, un clin d'œil fait à la fois aux « 3T » mentionnés précédemment et à Internet. D'ailleurs, l'Internet et les technologies de l'information ont également été au cœur de l'action de *Y'en a marre*. Concrètement, cela s'est traduit par l'échange de SMS, combinés à une forte présence sur Internet. La page Facebook du mouvement a été un imposant portail d'informations pour les jeunes et la diaspora.

Conclusion

Comme nous venons de le voir, *Bul faale* et *Y'en a marre* sont des mouvements de jeunes qui se sont posés avant tout comme catalyseurs de frustration. Si leurs actions trouvent un écho assez favorable, c'est parce qu'elles sont réalisées dans une période bien particulière d'inefficacité de l'action publique et de révolution médiatique sur fond de crise de représentativité politique et religieuse. Dans ce contexte, les mouvements de jeunes, plus à même de prendre en compte les revendications des populations, gagnent en crédibilité. L'évolution sociopolitique du Sénégal révèle le rôle prépondérant des jeunes. Beaucoup d'entre eux, en difficulté sous Abdou Diouf, ont œuvré pour son départ du

21 Ville de la confrérie mouride située à 150 km de Dakar.

22 Abdoulaye Wade, dans son discours à l'Hôtel des Almadies, Dakar, 14 juillet 2011.

pouvoir, en contribuant à l'élection d'Abdoulaye Wade. Témoins des promesses de celui-ci, les jeunes ont grandi sous sa présidence sans retrouver de perspectives meilleures ; d'où la naissance de *Y'en a marre*, qui a largement contribué à l'accession de Macky Sall au pouvoir. Autant en 2000 qu'en 2012, si l'écart de voix aux deuxièmes tours des élections présidentielles était assez important au point de ne laisser aucun choix aux candidats sortants, qui reconnaissent leurs défaites avant même l'annonce des résultats officiels, c'est, en grande partie, grâce à la mobilisation des jeunes, suivis par d'autres segments de la société (partis politiques d'opposition, syndicats, intellectuels, mouvements citoyens). Peut-être, en agissant ainsi ont-ils sauvé le Sénégal d'une crise postélectorale, un phénomène récurrent en Afrique. Le mouvement *Y'en a marre* réussira-t-il à garder le même entrain que celui qui l'avait porté entre 2011 et 2012 ? A-t-il épuisé le répertoire de ses modes d'action ? Ce qu'est sûr, c'est qu'il a réussi, du moins jusqu'ici, à se préserver de transactions douteuses avec le régime qui pourraient remettre en cause sa crédibilité²³. C'est ce qui lui permet de demeurer dans son rôle de lanceur d'alerte. D'ailleurs, si l'on en croit le groupe de rap *Keur Gui*, membre fondateur de *Y'en a marre*, la situation du Sénégal demeure inchangée, et même s'aggrave, deux ans après l'accession de Macky Sall au pouvoir. C'est ce qui transparait dans son clip *Diogoufi* (rien n'a changé) de l'album *Encyclopédie*, sorti en 2014 :

« Mêmes chats yi, mêmes chiens yi
(les mêmes chats, les mêmes chiens)

Mêmes va yi, mêmes vient yi
(les mêmes va-et-vient)

Les mêmes cas, les mêmes faits

Même cinéma, même schéma

Mêmes promesses électorales, même bradage du littoral

Reew mi K.O-total

(le pays est dans le chaos total)

Ñiaari at ñiep doyal

(deux ans et tout le monde en a marre)...

À quand le sérieux ? ». (Keur Gui, Diogoufi, album *Encyclopédie*)

Outre la critique sociale et les actions qu'il exerce au Sénégal, le mouvement *Y'en a marre* loue l'efficacité de sa démarche et pense que la lutte devrait s'étendre à d'autres pays africains. Une forme transnationalisation de la lutte citoyenne, qui a inspiré les jeunes du *Balai citoyen* au Burkina Faso et du mouvement *Filimbi* en République démocratique du Congo, et dont les dynamiques seraient intéressantes à étudier.

23 Rétributions financières, intégration dans le gouvernement ou dans l'administration, etc.

Bibliographie

- Abrahams N., 2013, « Euroscapes in Senegal Seen through the Lense of the Hip Hop Movement », *L'espace politique*, 19 (1), <http://espacepolitique.revues.org/2584> (accès le 10/05/ 2015).
- Agence nationale de la Statistique du Sénégal, 2013, *Enquête nationale sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS 2011), Rapport final*, Dakar, novembre.
- ANSD (Agence nationale de la statistique et de la démographie), 2014, *Recensement général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) 2013, Rapport provisoire*, Dakar, mars.
- Assogba Y., 2007, « Exclusion et pratiques d'insertion des jeunes urbains en Afrique subsaharienne », in Y. Assogba (dir.), *Regard sur... La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, p. 49-63.
- Awenengo Dalberto, Séverine, 2011, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse », *Les carnets du CAP*, 15, p. 37-65.
- Awenengo Dalberto, S., 2012, « De la rue aux urnes: la longue marche de l'alternance au Sénégal », http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencepo.fr/ceri/files/art_svd.pdf (accès le 15/02/2015).
- Bathily A., 1992, *Mai 68 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie*, Paris, Chaka.
- Benett S., 1997, « Why Young Americans Hate Politics and what We Should Do about it », *Political Science and Politics*, 30 (1), p. 47-53.
- Bianchini P., 2002, « Le mouvement étudiant sénégalais. Un essai d'interprétation », in M.-C. Diop (dir.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 359-395.
- Bouchard H., 2007, « Les jeunes commerçantes de Dakar : continuité ou changement? », in Y. Assogba (dir.), *Regard sur... La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, p. 105-122.
- Coulibaly A. L., 2003, *Wade, un opposant au pouvoir. L'alternance piégée ?*, Dakar, éditions Sentinelles.
- Coulibaly A. L., 2009, *Contes et mécomptes de l'ANOCI*, Paris, L'Harmattan.
- Coulibaly A. L., 2011, *La République abîmée*, Dakar, Éditions Sentinelles.
- Coulon C., 1992, « La démocratie sénégalaise : bilan d'une expérience », *Politique africaine*, 45, p. 3-8.
- Dahou T., Foucher V., 2004, « Introduction au dossier : Sénégal 2000-2004, l'alternance et ses contradictions », *Politique africaine*, 96, p. 5-21.
- Dimé M. N., 2007, « Galérer, bricoler, contester et rêver : figures de la précarité juvénile à Dakar », in Y. Assogba (dir.), *Regard sur... La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, p. 123-143.

- Dimé M., 2014a, « De bul faale à Y'en a marre. Continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal », *Child and Youth Studies Program : International Conference on Youth, Social Networks and Social Movements in Africa, Tunis*, 4-5 août.
- Dimé M., 2014b, « Entre syndicalisme alimentaire et stratégie protestataire. Abdoulaye Wade et les étudiants : du héros adulé au patriarche déchu », *Mouvements étudiants en Afrique francophone. Des indépendances à nos jours*, Pré-actes du Colloque international, Université Paris 1, Paris, <http://chs.univparis1.fr/MEAF.pdf> (accès le 10/03/2015).
- Diop M.-C., Diouf M., Diaw A., 2000, « Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », *Politique africaine*, 78, p. 157-179.
- Diouf M., Diop M.-C., 1990, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala.
- Diouf M., 1992, « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set/Setal à Dakar », *Politique africaine*, 46, p. 41-54.
- Diouf M., 2012, « Sénégal : cinq leçons pour une crise », *Courrier international*, 7 février.
- DPS (Direction de la prévision et de la statistique), 2004, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération de Dakar*, Dakar, Ministère de l'Économie et des Finances, http://www.ansd.sn/ressources/rapports/Enquete123_Phase1.pdf (accès le 12/12/2014).
- Galland O., Roudet B., 2001, *Les valeurs des jeunes : tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan.
- Gawa F., 2014, « Le coupé décalé en Côte d'Ivoire : Sens et enjeux d'un succès musical », *Revue africaine de sociologie*, 18 (1), p. 112-126.
- Gaye M., 2010, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade : banqueroute, corruption et libérticide*, Paris, L'Harmattan.
- Gellar S., 2005, *Democracy in Senegal. Tocquevillian Analytics in Africa*, New York, Palgrave Macmillan.
- Gérard J., 1993, « Élection présidentielle du Sénégal (février 1993) : "Sopi" pour la jeunesse urbaine », *Politique africaine*, 50, p. 108-115.
- Gueye M., 2013, « Urban Guerrilla Poetry : The Movement Y'en a marre and the Socio-Political Influences of Hip Hop in Senegal », *The Journal of Pan African Studies*, 6 (3), p. 22-42.
- Haeringer N., 2012, « Y'en a marre, une lente sédimentation des frustrations. Entretien avec Fadel Barro », *Mouvements*, 69, p. 151-158.
- Havard J.-F., 2001, « Ethos "bul faale" et nouvelle figure de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, 82, p. 63-77.
- Havard J.-F., 2004, « De la victoire du "sopi" à la tentative du "nopi"? "Gouvernement de l'alternance" et liberté d'expression des médias au Sénégal », *Politique africaine*, 96, p. 22-38.

- Havard, J.-F., 2013, « Senghor ? Y'en a marre ! L'héritage senghorien au prisme des réécritures générationnelles de la nation sénégalaise », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 118, p. 75-86.
- Kane O., 2001, « La République couchée », *Wal Fadjri*, Dakar, 8 mai.
- Kitane A. K., 2010, *Le Sénégal sous Wade : cahiers d'une démocratie sans démocrates*, Paris, L'Harmattan.
- Kourouma A., 2004, *Quand on refuse on dit non*, Paris, Seuil.
- Mbembe A., 1985, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- Meillassoux C., 1994, « La conquête de l'ainesse », in C. Attias-Donfut, L. Rosenmayr (dir.), *Vieillir en Afrique*, Paris, Puf.
- Mendy T., 2012, *Crise des valeurs et des institutions sous Wade. Aux origines de l'incompétence politique*, Paris, L'Harmattan.
- Moulard S., 2014, « Le regard entre deux rives. La migration et l'exil dans le discours des rappeurs sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, 213-214, p. 415-449.
- Ngom F., 2012, « Popular Culture in Senegal : Blending the Secular and the Religious », in F. Toyin, T. Fleming (dir.), *Music, Performance, and African Identities*, New York, Routledge, p. 97-124.
- Niang A., 2013, « Le mouvement hip-hop au Sénégal. Des marges à une légitimité sociale montante », in M.-C. Diop (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala, p. 569-590.
- O'Brien D. C., 1992, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine*, 45, p. 9-20.
- O'Brien D. C., Diop M.-C., Diouf M., 2002, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala.
- Quéniart A., Jacques J., 2008, « Trajectoires pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique », *Politique et Sociétés*, 27 (3), p. 211-242.
- Rigaudière A., 2006, *Introduction historique à l'étude du droit et des institutions*, Paris, Economica.
- Savané V., Sarr B. M., 2012, *Y'en a marre. Radioscopie d'une jeunesse insurgée au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.
- Stepan A., 2012, « Ritual of Respect. Sufis and Secularists in Senegal in Comparative Perspective », *Comparative Politics*, 44 (4), p. 379-401.
- Sy A. M., 2011, *Le mal de jeunesse*, Dakar, Presses universitaires de Dakar.
- Sy A. A., 2012, *Le 23 juin au Sénégal (ou la souveraineté reconquise)*, Paris, L'Harmattan.
- Thiat, Cissokho S., 2011, « Y'en a marre, rap et contestation au Sénégal », *Multitudes*, 46, p. 26-34.
- Toulabor C., 1981, « Jeu de mots, jeu de vilains : Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, 3, p. 55-71.

- YEN-IYF (Youth Employment Network-International Youth Foundation), 2009, *Private Sector Demand of Youth Labour in Ghana and Senegal*, http://www.iyfnet.org/sites/default/files/psi_study.pdf (accès le 14/10/2014).
- YEP (Youth Empowerment Program), 2010, *Evaluating Report Senegal*, http://www.iyfnet.org/sites/default/files/YEP_EvalReport_Senegal.pdf (accès le 18/10/2014).
- Zeilig L., 2004, « En quête de changement politique : la mobilisation étudiante au Sénégal, 2000-2004 », *Politique africaine*, 96, p. 39-58.